

Y-a-t-il plusieurs modèles du socialisme ?

Slavomir JIRANEK

Maître-Assistant Associé à l'Université d'Amiens

Afin d'éviter toute ambiguïté et de délimiter convenablement la sphère de notre étude, il nous paraît nécessaire de définir le concept de socialisme.

Nous entendrons par socialisme un système économique dans lequel la majeure partie des moyens de production se trouve appropriée collectivement, ce qui signifie que la propriété sociale y prévaut sur la propriété privée des moyens de production.

Il est possible que tous les moyens de production soient nationalisés, mais il ne paraît pas nécessaire de socialiser les petites entreprises, particulièrement celles où l'activité réalisée par le producteur seul, sa famille, etc., correspond à un processus de production simple. Dans chaque cas, il importe que le pouvoir économique d'un individu ou d'un groupe sur les autres individus ou groupes soit effectivement limité, c'est-à-dire, d'une façon précise et efficace.

Il est clair que les moyens de production se trouvant dans la sphère de production : l'industrie, l'agriculture, l'extraction des matières premières, etc., mais aussi dans la sphère de circulation : le commerce intérieur et extérieur, les transports, etc., le système socialiste commence à s'instaurer là où la propriété sociale de ces moyens de production est en train de prévaloir sur la propriété individuelle et privée des dits moyens.

La propriété collectiviste peut prendre deux formes :

a) la propriété sociale : les moyens de production appartiennent à la société entière par l'intermédiaire de l'Etat (qui en est l'expression juridique et constitutionnelle), ce qui implique que les entreprises et leurs usines soient nationalisées ;

b) la propriété coopérative : les moyens de production appartiennent au groupe de travailleurs qui les utilisent dans le processus productif. Elle peut concerner, par exemple, les ateliers, les petites entreprises industrielles, et les exploitations agricoles.

Bien entendu, une telle organisation n'interdit pas à chaque citoyen de disposer, en toute propriété, de biens durables qui ne sont pas destinés à la production marchande, mais seulement à la satisfaction de ses propres besoins et de ceux de sa famille. Il s'agit, par exemple, de voitures, maisons, appartements, mobilier, etc.

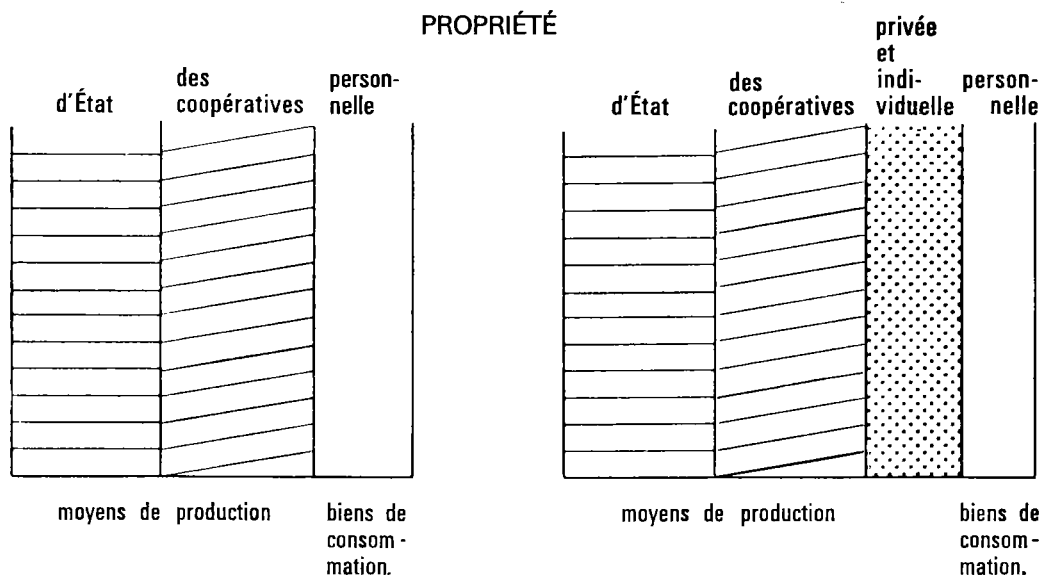
Le plan fixe l'orientation du développement économique. Il n'est pas nécessaire qu'il prévoit tous les détails de chaque activité économique, mais il importe cependant de définir au moins les ratios les plus importants,

notamment entre l'accumulation et la consommation et, plus précisément, entre l'accumulation destinée aux investissements dans la sphère productive et dans la sphère improductive, entre l'industrie et l'agriculture, etc., en exprimant les buts à atteindre et les instruments garantissant cette orientation économique et ses objectifs.

* Généralement, au début de la mise en place du système socialiste, la différence est importante entre la ville et la campagne, entre le travail physique et intellectuel. Chacun est payé selon la qualité et la quantité du travail qu'il fournit à la société sans considération de ses besoins personnels. Mais les travailleurs étant propriétaires des moyens de production, leur force de travail n'est pas une marchandise et l'homme un simple objet qui se loue à l'heure, à la journée ou au mois.

La propriété collectiviste est l'élément essentiel qui distingue le système socialiste des autres systèmes économiques capitaliste, féodal et esclavagiste. La nationalisation des moyens de production peut être tout à fait générale et supprimer la production privée, mais rien n'interdit de laisser fonctionner celle-ci à côté des entreprises d'Etat et des coopératives, au moins partiellement. Voici donc la clef que nous proposons pour distinguer les systèmes socialistes et en déduire les deux modèles.

Schéma de deux modèles du socialisme



Il est évident que le modèle a) ne connaît pas la propriété privée des moyens de production comme le modèle b). Dans le cas de ce dernier, la question se pose de savoir où la nationalisation doit s'arrêter pour atteindre un état de l'économie jugé optimal.

De même, il convient de poser la question de savoir si le secteur privé ne constitue pas une base de système capitaliste qui aurait la possibilité de s'élargir et de renverser le système socialiste en réinstallant la domination des rapports capitalistes de production.

Le modèle b) est plus compliqué, théoriquement et pratiquement, que le précédent. En outre, nous ajoutons que le modèle a) précède historiquement le modèle b).

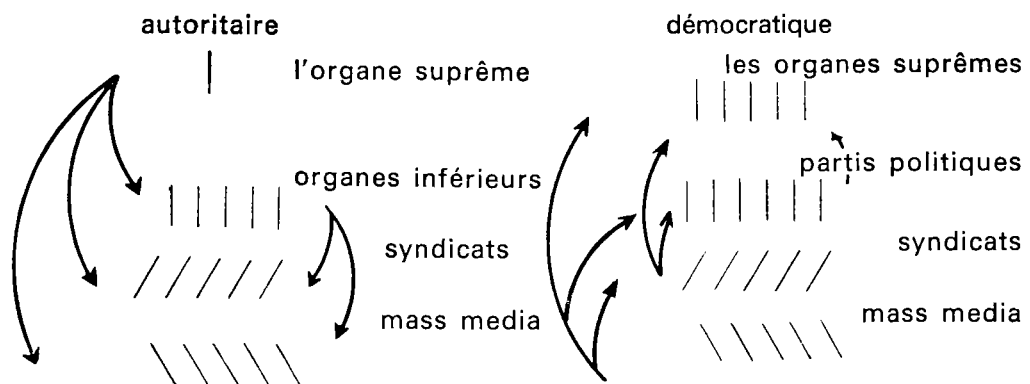
Jusqu'à maintenant, nous n'avons envisagé que les facteurs exclusivement économiques, sans analyser les éléments politiques. Mais il n'est pas possible d'éliminer la politique qui est « l'économie concentrée ». Elle peut prévaloir sur l'économique dans quelques étapes du développement de la société, comme celle-ci peut prévaloir sur elle dans d'autres étapes.

Le facteur politique complète les deux modèles économiques que nous avons précédemment présentés. Le modèle a) implique généralement un pouvoir politique centralisé qui est détenu par un groupe ou un parti politique unique. Le chef de ce groupe ou l'organe collectif qui en est l'émanation, a le monopole de l'inspiration, de l'orientation et de l'exercice du pouvoir politique. Il dirige les organes inférieurs qui sont responsables devant lui. L'organe suprême détient l'autorité absolue et n'est effectivement contrôlé par personne. On peut donc parler d'un système autoritaire.

Par contre, le modèle économique b) est plutôt lié avec un système politique anti-autoritaire ou démocratique. Plusieurs éléments inspirent et déterminent la politique, ce qui évite les inconvénients de la détention et de l'exercice du pouvoir politique par une seule tendance, ou orientation. Il s'agit des syndicats qui ont le droit de manifestation et de grève, des mass medias — la presse, la radio et la télévision dont la liberté d'expression est garantie, et d'autres groupes de pression en rapport avec les diverses activités des citoyens. En définitive, c'est la pluralité des partis politiques qui peut le mieux garantir la démocratie et la liberté de l'individu. Néanmoins les buts et l'activité des partis politiques et des autres organisations politiques peuvent être limités par la voie même de socialisme. Il est, en effet, nécessaire d'interdire aussi bien la restauration du capitalisme que l'instauration du modèle centralisé ; ça n'est qu'à ce prix, selon nous, que la liberté et la démocratie peuvent régner. Elles ne sauraient exister sans entraves dans l'absolu, sans favoriser des maux qui ne tarderaient pas à les emporter. Ces maux se nomment, notamment, régression du socialisme vers le capitalisme, ou dictature, annexion de l'Etat par une oligarchie responsable devant elle-même.

Nous proposons de représenter les deux systèmes politiques par le schéma suivant.

Schéma de deux systèmes politiques



Dans le cadre du modèle autoritaire, la décision vient d'en haut et est dirigée vers les organes inférieurs, vers les syndicats et les mass media. Les flèches indiquent la pression qui vient d'en haut vers le niveau inférieur.

Dans le système démocratique, c'est l'inverse. La pression vient des mass media, des syndicats et d'autres groupes de pression et aboutit aux partis politiques qui prennent les décisions dans les organes suprêmes. Cette décision peut être critiquée et contestée par plusieurs partis politiques et différents groupes de pression.

Le modèle économique a) assorti de la nationalisation complète des moyens de production est incompatible avec le système politique démocratique, car la concentration du pouvoir économique et politique lui est nécessaire.

Les plans d'Etat régissent toute la vie économique. Ils fixent l'étendu du développement de chaque secteur et de chaque entreprise, son rythme, le volume et la structure des investissements.

D'un point de vue macroéconomique, le plan fixe le produit social total et le revenu national, sa répartition entre l'accumulation et la consommation. Il fixe les salaires et les prix des marchandises, la circulation des marchandises et de la monnaie, la formation et la répartition des cadres.

D'un point de vue microéconomique, le plan décide de la totalité des investissements effectués par les entreprises et leur accorde les moyens de réalisation. Puisque l'emploi, les salaires et les prix sont fixés par le plan d'Etat, il apparaît clairement que l'autonomie des entreprises est très limitée. Elle ne s'exprime que dans l'exécution des directives de l'organisme planificateur.

Le niveau de rentabilité est fixé par le plan et ne découle donc pas directement des initiatives prises par les entreprises. Dans ces conditions, le bénéfice lui-même est déterminé par le plan d'Etat qui peut, pour diverses raisons sociales et politiques, maintenir des entreprises non rentables. Naturellement, une perte planifiée et subventionnée par le budget d'Etat n'est pas concevable pour toutes les entreprises. Mais il importe de considérer que l'efficacité d'une entreprise n'est pas estimée par rapport à sa propre rentabilité mais par rapport aux nécessités de l'économie nationale.

Les plans sont préparés à différents échelons : par l'entreprise, par le secteur, par le ministère. Etant approuvés par les organismes supérieurs du parti et de l'Etat, les plans prennent force de loi. Ils sont, par conséquent, légalement sanctionnés et leur exécution est obligatoire puisque si un secteur n'atteint pas les objectifs qui lui ont été assignés, les autres secteurs ne peuvent pas non plus atteindre les leurs.

Les plans traitent de flux matériels (du métal, du charbon, etc.), de flux financiers (le budget d'Etat, les finances d'entreprises, etc.), ou de flux de main-d'œuvre (l'emploi par qualification, etc.). Ils sont à court terme, exprimant la réalité d'un an, ou à longue échéance ; ils expriment alors le niveau à atteindre dans cinq ans ou plus.

Les plans ne sont pas limités aux secteurs de l'économie étatique et concernent également les coopératives, la culture, le secteur improductif et le niveau de vie en général.

Puisque dans un tel système, le pouvoir économique est centralisé on appelle ce modèle a), le modèle centralisé. On le qualifie aussi d'administratif puisqu'il est nécessaire d'administrer les rapports économiques. Une bu-

reaucratie gigantesque prépare les plans et surveille leur exécution. Le contrôle administratif est nécessaire et doit exister partout.

Ce modèle nécessite la stabilité des prix et des salaires pour avoir une base de calcul la moins fluctuante possible. Dans ce cas, il est très facile de préparer un plan et de surveiller son exécution, car il est possible de comparer les données d'aujourd'hui et celles du passé, ainsi que d'exprimer les nécessités de demain.

De ce fait, il est compréhensible que le modèle centralisé ait dû séparer l'économie interne de l'économie externe. Le monopole du commerce extérieur a isolé l'économie nationale des économies étrangères. Le monopole de change a protégé la monnaie nationale des fluctuations des monnaies étrangères. Les prix des marchés extérieurs ne peuvent pas se refléter ni dans la production, ni dans la circulation, ni dans la consommation. Il n'est absolument pas tenu compte de l'offre et de la demande. La concurrence est inexistante.

Etant donné un niveau des prix internes supérieur aux prix étrangers, les entreprises d'exportation, achetant à l'intérieur du pays à des prix plus élevés que ceux auxquels elles peuvent vendre à l'étranger, accusent sans cesse une perte. Les entreprises d'importation sont dans une situation rigoureusement symétrique. La péréquation entre les gains et les pertes est effectuée par le budget d'Etat qui, éventuellement, absorbe le solde positif ou subventionne le solde négatif.

Sur le plan macroéconomique, les prix et les monnaies étrangères influent nécessairement sur l'économie nationale. Ils se reflètent non seulement dans le budget d'Etat mais aussi dans le produit social total et dans le revenu national. L'analyse du modèle centralisé montre qu'il est indissociable d'un régime politique également centralisé et autoritaire. Le groupe ou le parti unique au pouvoir cumule et le monopole du pouvoir politique et le monopole du pouvoir économique. Un même appareil dirige l'Etat et l'économie nationale, et régent toute la vie sociale du pays, les sciences, la recherche, la culture et, en définitive, s'administre lui-même. Dans ces conditions, ce modèle peut jouir d'une idéologie unique ; les décisions peuvent y être prises très vite et exécutées sans difficultés, les contestations et les critiques n'y étant pas admises.

Le modèle économique décentralisé, antithèse du modèle centralisé-bureaucratique, est né de la critique de ce dernier modèle.

La critique essentielle naît de la constatation d'un fait : l'absence de la concurrence pénalise et alourdit le fonctionnement du modèle centralisé. Les entreprises d'Etat, y étant en position monopoliste, ne sont pas stimulées par le progrès technique, ni par les changements nécessaires de structure. L'Etat les administre par les méthodes directes dictées par le plan, en respectant un équilibre global des besoins et des ressources. Le procédé bureaucratique doit éteindre toute initiative. La loi de la valeur n'est pas remplacée par la planification. Dans le modèle centralisé, le progrès et l'innovation techniques progressent trop lentement, et le niveau de vie ne peut pas s'élever plus rapidement.

Il est évident que les plans ne peuvent pas régir toute la vie économique et culturelle, et prévoir n'importe quel détail des activités qui les concerne. Les plans ne peuvent pas réduire et absolument les incertitudes et le hasard comme l'exigerait théoriquement le fonctionnement correct du modèle centralisé.

Le modèle décentralisé est aussi qualifié d'économique parce qu'il supprime l'administration et la bureaucratie dans les rapports économiques et

utilise les outils proprement économiques, particulièrement le mécanisme des prix qui oscillent autour de la valeur en fonction de l'offre et de la demande. Ce mécanisme des prix assure la réalisation de l'équilibre économique. Ce modèle renouvelle donc le marché et la concurrence.

Le modèle économique limite les plans d'Etat à la détermination des rapports structurels de développement les plus importants à conserver : les rapports entre l'accumulation et la consommation, entre les investissements d'Etat et d'entreprises, etc...

Il donne une indépendance assez large aux entreprises qui décident elles-mêmes de leurs activités, leur production. Elles ne sont plus dirigées par des plans d'Etat mais restent orientées par ceux-ci. Elles ont une autonomie financière, et le niveau de leurs bénéfices influence le montant des investissements effectués et des salaires versés en respectant certains minima. Les entreprises décident aussi des prix auxquels elles réalisent la partie la plus importante de leur produit en respectant un certain nombre de mesures et de limites fixées par l'Etat.

Dans le cadre de l'autogestion, chaque entreprise doit garantir sa rentabilité. Le budget d'Etat ne peut plus soutenir des entreprises non rentables ni compenser les différences de prix du commerce extérieur. Les petits producteurs de marchandises et de services deviennent très utiles dans l'industrie et dans le commerce, en limitant la position concurrentielle de grandes entreprises.

Le contrôle direct et administratif par l'Etat est limité. Le modèle économique compte beaucoup sur l'intérêt et l'initiative des citoyens et des entreprises. Il n'y a plus de contradictions entre l'intérêt de l'individu et l'intérêt social.

Ce modèle doit assumer la connexion de l'économie nationale avec les économies étrangères en utilisant la division internationale du travail. Les prix du marché interne et ceux du marché mondial doivent atteindre le même niveau. Il faut, dans cette perspective, que la parité de la monnaie soit conforme au niveau des prix internes et externes. Il est clair, dans ces conditions, que le monopole du commerce extérieur n'a aucune raison d'exister, et le monopole de change doit être modifié par la création d'un marché monétaire interne.

Les rapports marchands et monétaires sont assouplis conformément à la loi de la valeur. La position monopoliste du producteur est limitée et la position de l'acheteur s'en trouve renforcée. Celui-ci peut choisir, à la fois, sur le marché interne entre les marchandises produites dans le pays, et celles importées de l'étranger. Les prix réalisés au cours des exportations et des importations influencent directement le résultat de l'activité des entreprises, c. à d., leur profit.

De cette façon, les éléments subjectifs sont remplacés au maximum par des éléments objectifs.

Le modèle décentralisé est tout à fait compatible avec le système politique décentralisé. Il s'oppose au régime autoritaire, au monopole du pouvoir politique exercé par un groupe ou un parti unique. Il est contradictoire au centralisme bureaucratique envahissant les rapports sociaux. Il est incompatible avec le fait que le pouvoir politique soit aux mains d'un groupe dirigeant restreint et que les masses laborieuses ne puissent pas avoir une emprise directe sur les décisions arrêtées au sommet.

Les mass media, les syndicats et les partis politiques peuvent garantir la liberté et la démocratie dans ce système.

Le citoyen peut jouir d'une certaine liberté politique et économique. Il a la possibilité de décider des problèmes politiques et économiques, de ses propres problèmes et de sa position dans le système.

Il est évident que cette liberté politique et économique provoque une tendance à l'inégalité de la répartition des biens et à l'inégalité des possibilités économiques dans la société, et, de cette façon, à l'inégalité politique. Mais le modèle économique et démocratique est capable de limiter cette tendance en introduisant des mesures convenables et efficaces pour garantir le socialisme démocratique.

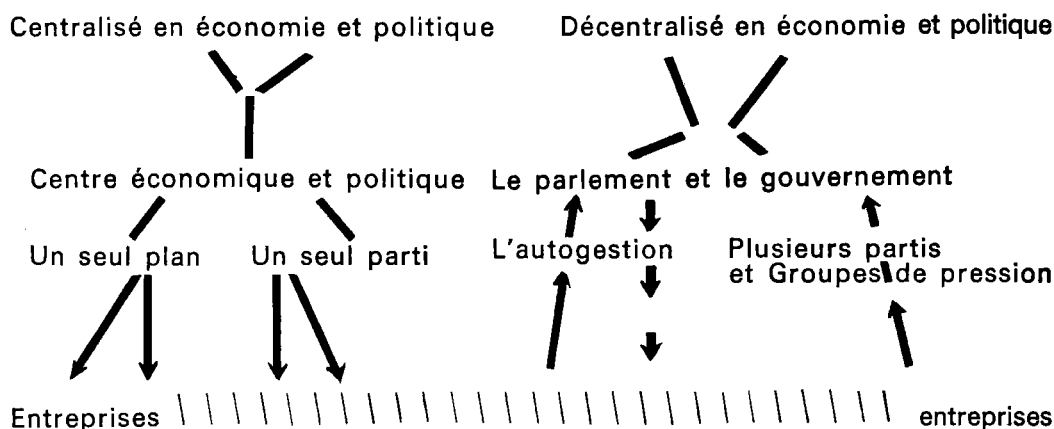
On peut donc conclure que le modèle économique centralisé est incompatible avec le système politique démocratique. Il a besoin d'un pouvoir politique centralisé. Il paraît difficile de séparer la centralisation économique et la centralisation politique.

D'autre part, le modèle économique peut être convenablement mis en place en l'assortissant du système politique démocratique. Nous proposons donc de considérer qu'il y a théoriquement deux modèles du socialisme :

- 1) le modèle centralisé et autoritaire ;
- 2) le modèle décentralisé et démocratique.

On peut en exprimer le schéma suivant.

Schéma de deux modèles du socialisme



Les deux sphères, économique et politique de la vie sociale sont unies et se manifestent en corrélation mutuelle. Les flèches indiquent l'orientation de la pression. Dans le cas du premier modèle, la pression vient du sommet de l'édifice social, dans le second cas, elle monte de la base.

Historiquement, le modèle centralisé et autoritaire a précédé le second modèle. Après la première guerre mondiale, l'Union Soviétique a réalisé une économie planifiée avec une organisation centralisée et un parti politique unique au pouvoir. Après la deuxième guerre mondiale, quelques pays d'Europe et d'Asie ont copié le modèle soviétique. La Chine, bien qu'elle ait adopté quelques solutions spécifiques, s'inspire, elle aussi, du modèle centralisé et autoritaire.

La Yougoslavie applique le modèle économique décentralisé assorti d'un régime politique centralisé. Elle se trouve donc, dans un régime mixte. Il n'y a pas de régime alliant la centralisation économique et la décentralisation politique. Ce type serait probablement encore plus difficilement praticable qu'il paraît concevable.

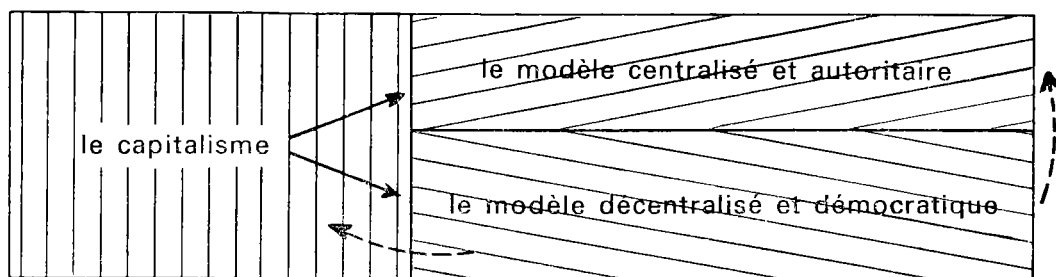
Le modèle décentralisé économique et démocratique a été établi après le premier modèle. Il a été appliqué pendant quelques courtes périodes. Ce fut le cas de l'Indonésie, du Printemps de Prague et du Chili.

Le système socialiste des deux modèles peut être instauré par une révolution, par une secousse historique violente changeant la position des classes immédiatement, ou par une évolution respectant relativement les institutions existantes en les transformant pas à pas. Dans ce cas, on parle de la voie parlementaire s'il se trouve une majorité parlementaire pour commencer à construire le socialisme. Les deux possibilités peuvent installer le modèle centralisé ou décentralisé.

Il convient enfin de remarquer que le modèle économique et démocratique est plus fragile que le modèle centralisé et autoritaire. Sa transformation en modèle autoritaire (la Tchécoslovaquie en 1948), ou même un retour au régime capitaliste (Indonésie, Chili) restent possibles.

Il est difficile de transformer le modèle centralisé et autoritaire en régime économique et démocratique (le Printemps de Prague), et il paraît exclu qu'un tel modèle puisse dégénérer vers un retour au capitalisme.

Schéma de la transformation possible des deux modèles



Les flèches indiquent les possibilités de transformation. Il s'en suit que le modèle économique et démocratique est plus fragile que le premier. Il est aussi théoriquement et pratiquement plus compliqué.

On a pensé que le modèle centralisé et autoritaire serait mieux adapté aux pays en voie de développement (la Russie en 1917, Chine, Guinée, Algérie, etc.). Au contraire, le modèle économique et démocratique serait mieux adapté aux pays développés. Mais l'expérience historique montre que le premier modèle centralisé et autoritaire a été établi aussi bien par un pays développé (la Tchécoslovaquie en 1948) que par des pays en voie de développement (Cuba, Chine, Albanie). Quant au modèle économique et démocratique, il a été établi aussi bien par un pays développé (le Printemps de Prague) que par des pays en voie de développement (Indonésie, Chili).

De ceci résulte qu'il n'y a pas n modèles du socialisme. La théorie et la pratique en connaissent seulement deux. Naturellement plusieurs voies et plusieurs possibilités permettent d'aboutir à l'un de ces deux modèles du socialisme, en fonction des conditions économiques, sociales et culturelles

diverses à partir desquelles on cherche à construire le socialisme. Mais quel que soit le voyage vers la société socialiste, son terme ne peut nous mener qu'à l'une de ces deux solutions.

Certes, le modèle économique et démocratique n'a pas été suffisamment analysé théoriquement. Il n'a pas été testé significativement par la pratique, puisque la durée de son application a toujours été très limitée. La théorie doit encore définir et préciser un certain nombre de catégories et de rapports économiques et politiques y existant, compléter ainsi son contenu (p.e. l'autogestion), et enfin améliorer sa stabilité.

La société se trouve dans une étape de son développement où ces problèmes deviendront rapidement urgents du fait du développement gigantesque des forces productives, notamment sur la base de l'énergie atomique. Les rapports de production ne pourront pas retarder longtemps le développement des forces productives. La société sera obligée d'admettre une nouvelle correspondance entre les rapports de production et les forces productives. Dans ce cas, un choix important entre les deux modèles du socialisme sera à faire.
